



المؤسسة اللبنانية للتنمية الاقتصادية والاجتماعية
Institut Libanais de Développement Économique & Social
Lebanese Institute for Economic & Social Development

RAPPORT

D'ACTIVITÉ

2003

MAI 2004
JAL – EL - DIB
LIBAN

Sommaire :

1- Le Contexte en 2003

2- Réalisations de l'ILDES en 2003

2-1 Les activités de santé curative et préventive.

2-2 Les activités d'aide sociale

2-3 La formation professionnelle

2-4 Le bureau de l'emploi

2-5 La caisse de crédit pour la réhabilitation économique et l'habitat des déplacés de retour.

2-6 L'atelier coorganisé avec le Centre L.J. Lebret International sur le thème « Dialogue des civilisations et développement des peuples ».

2-7 Le département des études et de la formation.

2-8 Les activités de financement.

3- Principales réalisations de l'ILDES (1992-2003).

Rapport d'activité en 2003

L'ILDES a connu en 2003 des diversifications et des enrichissements dans ces activités et ses partenaires.

Les activités de l'ILDES se sont déroulées dans une conjoncture économique et politique extrêmement mauvaise dans l'Orient Arabe, [guerres en Irak, exacerbation des conflits en Palestine], et au Liban en particulier.

Ces circonstances défavorables, malgré leur impact négatif sur l'environnement dans lequel l'ILDES travaille, ont constitué un stimulant supplémentaire pour la dynamisation et la diversification des efforts de l'ILDES.

1- Le Contexte en 2003

L'économie libanaise a connu en 2003, un faible taux de croissance (évalué entre 2 et 3% d'après les diverses sources). Ce taux est légèrement supérieur à celui de 2002 (2%), mais il maintient une stagnation du revenu individuel moyen. La plupart des indicateurs économiques dont nous disposons (chèques compensés, importations et exportations de biens, surfaces de construction autorisées, livraisons de ciment, dépenses publiques hors service de la dette), ont évolué positivement en 2003, mis à part le crédit au secteur privé dont le volume a légèrement baissé en 2003.

D'autre part la balance des paiements a connu une nette amélioration passant d'un excédent de 1564 millions de \$, à un excédent de 3275 millions de \$ soit 209%, amélioration due surtout aux facilités financières consenties à l'Etat dans le cadre de la conférence des donateurs (Paris II) de Novembre 2002.

Entre 2002 et 2003 les importations ont haussé de 6 % en valeur nominale, mais baissé en valeur réelle du fait de la hausse de l'euro. Les exportations haussaient en 2003 de 6% entre autres du fait de la hausse de l'euro. Cette amélioration de la balance commerciale a certainement contribué à l'assainissement des paiements extérieurs.

Par contre la dette publique a augmenté de 6,4 % pour atteindre 33,34 milliards de US\$ en fin 2003, soit 182% du PIB. La dette extérieure publique se monte à 46,57% de l'ensemble de la dette en fin 2003 contre 46,6% en fin 2002. Ce pourcentage est resté pratiquement stable.

Le service de la dette a représenté 78,4 % des recettes fiscales en 2003 : une amélioration par rapport à 2002, année au cours de laquelle il se montait à 85,8% des recettes.

Le déficit global des finances publiques se monte à 3864 milliards de livres libanaises soit l'équivalent de 38,32% des dépenses en 2003 contre 36,8% des dépenses en 2002. Cette part croissante des dépenses est financée par l'emprunt, c'est à dire par l'accroissement de la dette publique.

Cette dette publique est essentiellement financée par des bons du trésor à des taux hauts d'intérêts : son service hausse les taux d'intérêts sur le marché et étouffe les possibilités de crédit ouvertes au secteur privé.

Le secteur de l'agriculture est frappé de plein fouet par l'afflux de produits agricoles en provenance surtout de Syrie, comme de Jordanie, d'Egypte, et d'autres pays à bas salaires, et fortes subventions, sans que les marchés dans ces pays, et d'autres soient réellement ouverts aux produits libanais en dépit d'accords commerciaux.

Pour le secteur industriel le bilan est plus contrasté.

En 2003, l'investissement industriel a reculé en termes réels de près de 5% par rapport à 2002, alors que les exportations haussaient jusqu'à 1,1 milliards de dollars.

Cette hausse est surtout due à la hausse de l'euro, car "l'Euroland" est devenu la première destination des exportations libanaises. Cette hausse touche surtout les produits suivants (vin, ciment, meubles, eaux minérales, fils, câbles et équipements électriques, produits de l'informatique, joaillerie, produits chimiques, agroalimentaire). D'autres exportations déclinent (papier, tapis, plastiques, textiles). Cependant l'ensemble du secteur connaît un sous emploi important de ces capacités (40% à 50%). Nous donnons ici quelques exemples illustratifs.

- Dans la branche textile par exemple le nombre d'unités de production baisse de 1293 en 1999 à 768 en 2002, et le nombre de salariés baisse de 15470 en 1999 à 8880 en 2002, pour descendre au-dessous de 7000 en 2003. Alors que le potentiel productif existant de cette branche nécessiterait 40000 salariés à plein régime.
- De même dans l'industrie de la chaussure le nombre d'unités de production baisse de 66 à 22 au cours de la décennie.
- L'industrie des sacs en plastique travaille à 60% de ses capacités.

Cette situation est due en plus des coûts de production élevés (hauts taux d'intérêts, haut coût de l'énergie électrique, surévaluation de la livre libanaise), à une fermeture des marchés intérieurs et extérieurs, car :

- L'Etat n'applique pas la législation sur la préférence nationale pour ces achats
- La loi antidumping n'est pas appliquée.
- La contrebande aux frontières n'est pas combattue (60% des produits importés viennent en contrebande)
- L'accès à la zone franche de l'aéroport de Beyrouth est fermé aux produits libanais.
- Les tarifs douaniers ont été largement démantelés et la TVA frappe également les produits nationaux et importés.
- Les mesures de promotion des exportations décidées ne sont pas appliquées

Par contre le secteur touristique connaît un regain d'activité, dû aux reflux partiel des touristes du Golfe Arabe vers le Liban suite aux attentats en 11/9/2001. Le mouvement des passagers arrivant à l'aéroport de Beyrouth a augmenté en conséquence de 7,8% en 2003.

Enfin les Libanais émigrés ont transféré au Liban 2,7 milliards de dollars en 2003, dont plus de 80% servent à l'entretien des ménages et moins de 20 % servent à l'investissement surtout dans la construction, le commerce et les services.

Tout ceci n'empêche que, les Libanais souffrent de la stagnation économique, du chômage (dont le taux a augmenté de 8,6 % en 1997 à 11,5% en 2002) et de l'émigration. Au niveau de la santé, un conflit a opposé en 2003, les hôpitaux et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS). Les hôpitaux ont refusé de prendre des malades couverts par la CNSS, car celle ci a eu des retards de remboursement des factures des hôpitaux. Un grand nombre de malades a été touché par ce conflit. Certains services publics (écoles, hôpitaux, routes, transports, égouts, eaux, postes...) continuent à s'améliorer lentement et de manière inégale suivant les secteurs et les régions, du fait des efforts de l'Etat qui commencent lentement à porter leurs fruits. Ceci se répercute essentiellement sur les classes moyennes et pauvres. D'autres services se sont redétériorés (électricité) après avoir été réhabilités.

L'effort d'équipement et de reconstruction que mène l'Etat diminue chaque année du fait des restrictions budgétaires. (Les dépenses d'équipement ont baissé de 17,42% des dépenses publiques en 1999 à 6,02% en 2002) Des projets sont toujours réalisés de manière inégale suivant les régions dans les domaines suivants : énergie électrique, P.T.T, eau et assainissement, autoroutes, écoles d'enseignement général, écoles techniques, bâtiments publics, réhabilitation de l'infrastructure urbaine.

Des crédits à long terme sont disponibles pour l'investissement dans les domaines hôteliers et industriels, de même que pour le logement et les petites et moyennes entreprises dans les domaines agricoles, industriels, touristiques et de high-tech.

Si les débuts de l'année 2003 ont été marqués par une note d'optimisme due à l'appui financier de la communauté internationale au Liban décidé en Novembre 2002 à Paris, les préparatifs, pour la guerre en Irak et la guerre elle même à partir de Mars ont infléchi négativement la conjoncture économique libanaise.

Des tensions au sein de l'exécutif ont aussi agi dans le même sens.

Des redéploiements de troupes syriennes dans certaines régions libanaises ont alimenté une note d'optimisme, de même que l'ouverture d'un synode de l'Eglise Maronite au printemps 2003, et des élections partielles en été 2003.

Dans le domaine qui nous concerne particulièrement, celui du retour des déplacés : Ces retours qui s'étaient légèrement accélérés du fait des changements politiques intervenus en fin 1998 et d'une gestion un peu moins défavorable au retour des déplacés de la part des organismes étatiques concernés jusqu'en fin 2000, se sont de nouveau ralentis du fait de l'arrêt du paiement des réparations et de la reconstruction des logements des déplacées et de la crise économique.

La reconstruction et la réhabilitation des logements dans les régions déplacées est pratiquement arrêtée.

L'émigration des Libanais vers l'extérieur s'est poursuivie en 2003, surtout du fait du ralentissement de la croissance économique depuis 1995 et de l'afflux de main d'œuvre étrangère à bas salaires.

2- Réalisations de l'ILDES en 2003

Nous donnons ci-après un bref aperçu des réalisations de l'année 2003.

2-1 Les activités de santé curative et préventive

Au cours de l'année 2003, les activités du centre de soins de l'ILDES à Khraibeh (Hadath) se sont poursuivies et diversifiées, reflétant les besoins changeants dus à la crise économique et sociale.

La population a continué à profiter tant des soins, des médicaments, que de la prévention et de l'éducation sanitaire.

Nous avons continué à développer l'aspect préventif de notre activité, par des campagnes de vaccination et des visites régulières à domicile.

Le nombre de médecins actifs au centre de soins s'éleva à quinze en 2003 contre 14 en 2002. Un médecin orthopédiste a rejoint notre équipe médicale en 2003. Ils ont assuré les soins dans les spécialités suivantes: neurologie; médecine interne; gynécologie; cardiologie; pédiatrie; endocrinologie; pneumologie; médecine générale; psychiatrie; urologie; ophtalmologie; gastro-entérologie, orthopédie. Chacun des médecins a été consulté par un nombre annuel de patients variant entre quarante et deux cent environ, en fonction du nombre d'heures qu'il assure.

Le nombre moyen des consultations médicales a varié entre 1 et 5 consultations par semaine et par médecin. Ces médecins sont tous des volontaires.

Notre centre a opéré 4171 distributions de médicaments : environ 39 % des malades sont servis à partir de médicaments délivrés par la Y.M.C.A. qui distribue des médicaments pour maladies chroniques fournis par le Ministère de la Santé. D'autre part, 141 malades ont profité des examens de laboratoire subventionnés que nous leur obtenons. De plus 40 patients y ont subi un électrocardiogramme, et 150 patients un examen régulier de glycémie. Le service de lavage de l'oreille a profité à 20 personnes à comparer à 15 personnes en 2002.

Nous avons de plus introduit comme nouvelle activité, une campagne d'examens de sang pour le cholestérol, les triglycérides, les LDL et HDL. Cette campagne a touché 199 personnes. Elle a été menée en collaboration avec la CTSEL, une ONG locale.

Certains de nos donateurs en médicaments exigent une participation financière du malade, d'autres donnent gratuitement les médicaments. Suivant notre évaluation sociale :

- 15 % des malades jouissent de soins gratuits.
- 15% des malades contribuent pour 1\$ la visite
- 15% des malades contribuent pour 2\$ la visite
- 30 % des malades contribuent entre 3.3 \$ et 6.6 \$ la visite.
- 25 % contribuent pour 6.6 \$ la visite.

Les organismes suivants ont fourni de l'aide à notre dispensaire :

- La YMCA qui distribue des médicaments pour malades chroniques fournis par le Ministère de la Santé.
- L'ONG française, Pharmaciens sans Frontières.
- Le Ministère des Affaires Sociales qui subventionne aussi une partie du fonctionnement de notre centre médico-social.

Concernant la médecine préventive, nous avons entrepris les campagnes de vaccination suivantes :

- Au triple vaccin : DTC
- Contre la poliomyélite
- Au MMR ou ROR : Rougeole, oreillons, rubéole

- Au double vaccin : DT
- Contre l'hépatite B
- Triple vaccin + HIB

Le nombre des enfants vaccinés au centre au cours de l'année 2003 est de 200.

De plus, deux campagnes de vaccination contre la poliomyélite se sont déroulées en Octobre et Décembre 2003, elles ont touché :

- 277 enfants en Octobre 2003
- 78 enfants en Décembre 2003

Ces enfants étudient dans cinq établissements d'enseignement, qui se trouvent dans le rayon d'action de notre centre, et scolarisent beaucoup d'enfants déplacés.

Un séminaire a été organisé en 2003 par notre gynécologue sur « les différentes étapes du développement du système gynécologique chez la femme ». Ce séminaire a été suivi par 50 personnes.

2-2 Les activités d'aide sociale :

Durant l'année 2003, la mauvaise situation économique au Liban a continué à se refléter à tous les niveaux : santé, éducation, revenus,...

L'ILDES a attribué quatre types d'aides en 2003 :

Une aide sociale qui se répartit en deux volets : Des parrainages à 29 familles de Mreijé se montant à 8869 euros, financés par l'ONG française GEDR et affectée en deux tranches : 4016 euros en Janvier et 4853 euros en Juillet. Une aide sociale sur fonds propres de l'ILDES de 2000 US\$ attribuée à des familles déplacées non retournées.

Une aide scolaire de 3700 US\$; 3000 \$ provenant de la MOIL (Association d'émigrés libanais aux USA) et attribuée à raison de 200 à 300 US\$ par famille, pour soutenir des scolarités de familles déplacées retournées dans leurs localités d'origine, 700\$ proviennent de donateurs privés, libanais et servent à financer des scolarités de familles déplacées.

Une aide médicale de 466 US\$ provenant de donateurs libanais et des fonds propres de l'ILDES et destinée à couvrir des soins médicaux inexistant dans notre dispensaire, destinée à des familles déplacées, privées de couverture sociale.

Une assurance hospitalisation est assurée à 50 déplacés de retour privés de couverture sociale.

2-3 La formation professionnelle

2-3-1 La formation professionnelle des déplacés dans la banlieue Sud de Beyrouth

29 personnes, ont été formées durant l'année 2003 dans la banlieue Sud de Beyrouth :

- Neuf ont suivi des cours de broderie et de couture
- Vingt ont suivi des cours de peinture sur céramique et sur tissus.

La durée des cours pour chacune de ces quatre branches est de 4 semaines, à raison de trois heures de cours par semaine.

Deux animatrices ont veillé à la formation, une pour la broderie et la couture, l'autre pour la peinture. Elles ont été assistées par une secrétaire qui a assuré tout l'aspect administratif.

Cette formation vise à :

- Une amélioration du cadre de vie des familles des bénéficiaires
- Une participation à des expositions où des bénéficiaires vendent une partie de leur production.

Le nombre de personnes qui ont poursuivi le programme de formation qui a commencé en 1992 a connu des fluctuations comme le montre le tableau No 1 qui décrit l'évolution du nombre de personnes formées de 1992 à 2003. Au début le nombre a

2-4 Le bureau de l'emploi

En dépit de la situation économique défavorable que nous avons décrite plus haut, et le chômage croissant qu'elle provoque, le bureau de l'emploi a continué en 2003 à œuvrer contre le chômage. Pourtant les difficultés d'embauche, loin d'être résorbées, ont au contraire augmenté. Comme nous l'avons montré plus haut la plupart des secteurs, agricoles, construction, industriels et tertiaires sont touchés par une crise sans pareille depuis près de 10 ans.

A ceci s'ajoute les difficultés habituelles telles que le dumping social par la main d'œuvre étrangère, l'âge avancé des candidats, le manque de formation appropriée.

Cependant des demandes sur la main d'œuvre libanaise qualifiée provenant des pays arabes pétroliers nous permettent de faire embaucher à des salaires plus motivants que ceux payés localement, des personnes qui émigrent provisoirement vers ces pays du Golfe.

Cependant le nombre de demandes d'emploi a baissé de 691 en 2002 à 619 en 2003.

Mais, sur 619 demandes d'emploi, 191 ont été satisfaites, (contre 182 en 2002) soit 30,85% des demandes d'emploi (contre 26,3% en 2002). Donc la tendance à la baisse du taux de satisfaction des entreprises observée depuis 1999 a eu tendance à s'inverser en 2003.

Ci-joint les tableaux explicatifs de l'activité du bureau pour l'année 2003

Le tableau N° 2 nous montre la répartition des personnes engagées par le bureau de l'emploi selon leur formation et le métier dans lequel elles ont été engagées :

- a) Concernant les métiers demandés sur le marché de l'emploi le secrétariat est le plus demandé, suivi des métiers de la vente puis de la comptabilité, et de la gestion,
- b) Concernant les formations les plus demandées, le secrétariat vient en tête, suivi de la gestion, du marketing, des ventes, de la comptabilité, de l'informatique, de la conduite auto, de mécanicien, et d'économiste.

Là encore on constate que les formations orientées vers les services ont le plus de chances de déboucher sur un emploi (cf. tableau N° 3).

Tableau N° 2 – Qualifications et métiers des personnes engagées par le moyen du bureau de l'emploi en 2003

Diplômes ou expérience des requérants	Gestion	Economie	Comptabilité	Secrétariat Téléphoniste	Etudiants	Informatique	Market/Sales	Technicien en électricité	Technicien Electronique	Technicien mécanique	Technicien par expérience	Hôtellerie	Décoration	Ing / Architecture	Advertising	Sociologie Sc. Sociale	Droit / Sc. Po.	Sc. Commerc.	Traduction	Sc. et Education	Infirmière / Aide soignante	Storekeeper	Chauffeur	Sans formation ni expérience	Total	
Offres satisfaites par métier																										
Gestionnaire	12																								12	
Economiste		4																								4
Comptable	5	2	10														1									18
Secrétaire/Téléphoniste	4			25	4								1						1					3		38
Opératrice			4		5																					9
Informaticien																										0
Sales / Distribution / Prospection	2			1	3	10											1	2		2						21
Droit																	2									2
Electricien								2																		2
Electronicien									3																	3
Technicien par expérience											3															3
Chef de rang												3														3
Décorateur / Dessinateur													2													2
Ingénieur/Architecte														5												5
Avocat																										0
Assistante Sociale																1										1
Sociologie																1										1
Réception	1											2							1							4
Pharmaciens / Aide Pharmaciens				2																						2
Educatrice																										0
Jardinière ou aide jardinière																				2				1		3
Journaliste																										0
Enseignante																				1						1
Infirmière / Aide soignante																					4			1		5
Sécurité					1																					1
Storekeeper			1		2													2				4				9
Chauffeur																							8			8
Vendeuses																									10	10
Caissier			2		2															1						5
Marketing						4									3											7
Mécanicien										6																6
Main d'oeuvre																								6		6
Total	24	6	13	32	5	12	14	2	3	6	3	5	3	5	3	2	3	5	2	6	4	4	8	21	191	

Tableau N° 3 – Répartition par métier des offres et des demandes d'emploi du 1/1/2003 au 31/12/2003 et des demandes satisfaites.

	Gest. & Econ.	Ing. & Arch.	Secr. & Stand.	Foreman & Chauffeurs	Compt.	Mark. Sales	Inform.	Sc. po. & Droit	Technic. & mains d'oeuv.	Décorat. Dessin.	Sc. & Education	Hotell.	Infirmières	Socio & Sc.soc.	Sans Formation	Stork.	Advert.	Traduc.	Journ.	Sc. Com.	Etud.
Demandes d'emplois 619	60	16	50	37	35	45	28	23	40	10	35	10	6	8	146	14	8	7	1	16	24
Demandes satisfaites 191	30	5	32	8	13	14	12	3	14	3	6	5	4	2	21	4	3	2	0	5	5
% Demandes satisfaites sur demandes totales	50,0%	31,3%	64,0%	21,6%	37,1%	31,1%	42,9%	13,0%	35,0%	30,0%	17,1%	50,0%	66,7%	25,0%	14,4%	28,6%	37,5%	28,6%	0,0%	31,3%	20,8%

Tableau N° 4 – Répartition par métier des offres et des demandes d'emploi du 1/1/2003 au 31/12/2003 et des demandes satisfaites.

Sexe	Nombre de demandes	Nombre de personnes engagés	Nombre de contacts	Nombre d'entreprise
Hommes	333	91	4625	580
Femmes	286	100 ⁽¹⁾		
Total	619	191	4625	580

⁽¹⁾ Le tableau 4 nous montre encore une fois que notre bureau d'emploi en 2003 a fait embaucher plus de femmes que d'hommes en dépit du plus grand nombre de demandes d'emplois masculines.

Le tableau N° 4 nous montre que le pourcentage de femmes engagées par rapport aux femmes demandant un emploi est de 35% alors que le pourcentage correspondant pour les hommes est de 27,33 % ; nettement inférieur à celui des femmes.

Le tableau N° 5 montre l'évolution du nombre des demandes d'emploi et celle des demandes satisfaites de 1994 à 2003 réparties selon le genre. Il ressort de ce tableau les remarques suivantes : Le nombre des demandes d'emploi a passé de 150 en 1994 à 691 en 2002, pour descendre à 619 en 2003, c'est à dire qu'il a plus que quadruplé.

Le nombre des demandes satisfaites a passé de 60 en 1994 à 182 en 2002 à 191 en 2003: c'est à dire qu'il a plus que triplé.

Le pourcentage des demandes d'emploi du sexe féminin a passé de 41% en 1997 à 56% en 1999 et il est tombé à 43.2% en 2000 mais il s'est élevé à 47% en 2001 et à 50.6% en 2002, mais en 2003 il a baissé à 41.4%.

Pour les demandes satisfaites, on ne remarque pas de différences significatives entre les genres si l'on excepte les années 1997 et 2001 où les pourcentages observés étaient respectivement 65.1% et 54.1% pour les hommes contre 34.9% et 45.9% pour les femmes.

Tableau N° 5 – Evolution du nombre des demandes d'emploi et celles satisfaites de 1994 à 2003, répartie selon le genre

Année	Demandes d'emploi			Demandes satisfaites			% des demandes satisfaites
	Hommes	Femmes	Total genres	Hommes	Femmes	Total genres	
1994	(-)	(-)	150	(-)	(-)	60	40
1995	(-)	(-)	240	(-)	(-)	88	36,7
1996	(-)	(-)	329	(-)	(-)	111	33,7
1997	230	162	392	84	45	129	32,9
1998	275	223	498	80	88	168	33,7
1999	231	298	529	102	94	196	37,0
2000	318	242	560	79	93	172	30,7
2001	288	255	543	105	89	194	35,7
2002	341	350	691	103	79	182	26,3
2003	333	286	619	91	100	191	30,9
Total	(-)	(-)	4551	(-)	(-)	1491	32.7

2-5 La Caisse de Crédit pour la réhabilitation économique des déplacés de retour

L'ILDES a redémarré le programme de crédits gelé en 2002 vu les difficultés rencontrées dans la récupération et la détérioration de la situation économique. Ainsi les critères d'accord de crédits pour l'activité économique ou pour le logement établis en fin du 1^{er} trimestre de l'année 2003 ont permis au Comité de Crédit de statuer sur les demandes recueillies. Des 96 demandes recueillies jusqu'au 31-12-03, 82 étaient pour l'activité économique et 14 pour le logement. 31 des demandes pour l'activité économique ont été approuvées et 10 pour le logement, soit un total de 41, d'un montant global de 154700\$ et d'un montant moyen de crédit de 3773\$ (Tableau N° 6)

Répartis par régions : 7 crédits sont accordés au Nord, 15 au Mont Liban, 13 dans la Békaa et 6 au Sud. Les demandes approuvées au Nord ne comprennent que le Caza du Akkar, alors que 5 des 13 approuvées dans la Békaa sont dans le Caza de Zahlé et 6 dans celui de Baalbeck et 2 dans celui de Rachaya. Au Sud, il s'agit des cazas de Jezzine, Marjeyoun et de Saida. Quant au Mont Liban, elles sont dans les cazas de Baabda, de Aley et du Chouf et de Jbeil.

Répartis par secteurs d'activités, les crédits approuvés sont de 11 dans l'agriculture et la production animale, 4 dans l'artisanat, 11 dans le secteur tertiaire, 3 dans le transport et 10 dans le logement, bâtiment et travaux publics 2.

En fin 2003, 18 requérants avaient déjà encaissé les montants accordés.

Les tableaux N° 6, 7 montrent la répartition par régions et activités, des crédits approuvés.

Tableau N° 6 – Montant et nombre de dossiers approuvés en 2003 répartis par caza

Caza	Indicateur	Total	Montant moyen en \$
Akkar	Nombre de dossiers	7	\$3,786
	Montants en \$	\$26,500	
Aley	Nombre de dossiers	7	\$3,857
	Montants en \$	\$27,000	
Baabda	Nombre de dossiers	3	\$3,833
	Montants en \$	\$11,500	
Baalbeck	Nombre de dossiers	6	\$3,750
	Montants en \$	\$22,500	
Chouf	Nombre de dossiers	4	\$3,925
	Montants en \$	\$15,700	
Jbeil	Nombre de dossiers	1	\$4,000
	Montants en \$	\$4,000	
Jezzine	Nombre de dossiers	3	\$4,333
	Montants en \$	\$13,000	
Marjeyoun	Nombre de dossiers	1	\$3,000
	Montants en \$	\$3,000	
Saida	Nombre de dossiers	2	\$3,750
	Montants en \$	\$7,500	
Zahlé	Nombre de dossiers	5	\$3,600
	Montants en \$	\$18,000	
Rachaya	Nombre de dossiers	2	\$ 3,000
	Montants en \$	\$ 6,000	
Total nombre de dossiers		41	\$3,773
Total montant en \$		\$154,700	

Tableau N° 7 – Montant et nombre de dossiers approuvés en 2003 répartis par activité

Régions	Indicateur	Total	Montant moyen en \$
Agricole	Nombre de dossiers	7	align="center">\$4,429
	Montants en \$	\$31,000	
Artisanat et petite industrie	Nombre de dossiers	4	align="center">\$2,875
	Montants en \$	\$11,500	
Entreprise commerciale	Nombre de dossiers	4	align="center">\$3,125
	Montants en \$	\$12,500	
Logement	Nombre de dossiers	10	align="center">\$3,550
	Montants en \$	\$35,500	
Production animale	Nombre de dossiers	4	align="center">\$3,550
	Montants en \$	\$14,200	
Restaurant et café	Nombre de dossiers	1	align="center">\$5,000
	Montants en \$	\$5,000	
Autres services	Nombre de dossiers	6	align="center">\$4,083
	Montants en \$	\$24,500	
Transport	Nombre de dossiers	3	align="center">\$4,833
	Montants en \$	\$14,500	
Bâtiment et Travaux Publics	Nombre de dossiers	2	align="center">\$ 3,000
	Montants en \$	6000	
Total nombre de dossiers		41	\$3,773
Total montant en \$		\$154,700	

Quand aux crédits accordés, c'est-à-dire ceux pour lesquels les requérants ont présenté les documents demandés, ils se repartissent géographiquement et sectoriellement comme indiqué dans le tableau N° 8, 9 et 10.

Tableau N° 8 – Répartition des crédits accordés par caza et par activité durant l'année 2003

Nombre de crédits		Caza du projet							
Branche	Nature du projet	Akkar	Aley	Baalbeck	Chouf	Jezzine	Saida	Zahlé	Grand Total
Agriculture	Culture de légumes sous serres				1				1
	Culture de thym		1						1
	Vignes							1	1
Agriculture Total			1		1			1	3
Artisanat et petites industries	Cordonnerie	1							1
	Coupe papier		2						2
Total Artisanat et petites industries		1	2						3
Logement	Logement	1			2				3
Logement Total		1			2				3
Production animale	Apiculture						1		1
	Aviculture			1					1
	Elevage de bovins				1				1
Total Production animale				1	1		1		3
Restaurant et café	Restaurants					1			1
Total Restaurants et cafés						1			1
Services	Club de sport			1					1
	Dentistes			1					1
	Distribution de canaux télévisés par satellite			1					1
	Générateur d'électricité		1						1
Total Service			1	3					4
Transport	Transport de passagers		1						1
Total Transport			1						1
Grand Total		2	5	4	4	1	1	1	18

Tableau N° 9 – Montant et nombre de crédits accordés répartis par régions en 2003

Caza	Indicateur	Total	Montant moyen en \$
Akkar	Nombre de crédits	2	\$3,250
	Montants en \$	\$6,500	
Aley	Nombre de crédits	5	\$4,000
	Montants en \$	\$20,000	
Baalbeck	Nombre de crédits	4	\$3,625
	Montants en \$	\$14,500	
Chouf	Nombre de crédits	4	\$3,925
	Montants en \$	\$15,700	
Jezzine	Nombre de crédits	1	\$5,000
	Montants en \$	\$5,000	
Saida	Nombre de crédits	1	\$3,500
	Montants en \$	\$3,500	
Zahlé	Nombre de crédits	1	\$4,000
	Montants en \$	\$4,000	
Total nombre de dossiers		18	\$3,844
Total montant en \$		\$69,200	

Tableau N° 10 – Montant et nombre de crédits accordés répartis par activités en 2003

Régions	Indicateur	Total	Montant moyen en \$
Agricole	Nombre de dossiers	3	\$4,667
	Montants en \$	\$14,000	
Artisanat et petite industrie	Nombre de dossiers	3	\$2,833
	Montants en \$	\$8,500	
Logement	Nombre de dossiers	3	\$3,333
	Montants en \$	\$10,000	
Production animale	Nombre de dossiers	3	\$3,400
	Montants en \$	\$10,200	
Restaurant et café	Nombre de dossiers	1	\$5,000
	Montants en \$	\$5,000	
Services	Nombre de dossiers	4	\$4,125
	Montants en \$	\$16,500	
Transport	Nombre de dossiers	1	\$5,000
	Montants en \$	\$5,000	
Total nombre de dossiers		18	\$3,844
Total montant en \$		\$69,200	

2-6 L'atelier « Dialogue des civilisations et développement des peuples »

Cet atelier a été organisé en coopération avec le Centre Lebret (Paris-Genève) en Octobre 2003, au Palais de l'UNESCO à Beyrouth.

Suite à une série de contacts entre l'ILDES et le Centre Lebret, l'organisation de cet atelier a été décidée et préparée conjointement entre les deux organismes à partir de Janvier 2003.

Pour l'ILDES, cet atelier a un intérêt évident, car son thème est axé sur les relations entre le dialogue des civilisations (dialogue islamo-chrétien dans le cas du Liban) et le développement.

Il s'inscrit dans le cadre de l'activité de l'ILDES pour promouvoir le retour des déplacés des guerres (1975/1990) au Liban, qui retournent dans leurs régions d'origine et qui redeviennent ainsi mixtes confessionnellement, comme elles l'étaient avant les guerres déclenchées à partir de 1975.

Cet atelier "Orient Arabe, Turquie, Iran" est le premier d'une série d'ateliers constituant l'initiative "Développement des peuples, et dialogues de civilisations: Expériences, Défis et Perspectives d'acteurs de transformation sociale". Il se déroula du 3 au 6 Octobre 2003 au Palais de l'Unesco à Beyrouth.

Ce projet s'inscrit dans le "Dialogue des Civilisations" cultivé par le réseau Lebret depuis sa création, et plus précisément dans son axe thématique actuel: "Spiritualités et Identités".

L'objectif général de l'initiative est de : Faciliter, au niveau international, la rencontre d'acteurs sociaux, leur réflexion approfondie et leur apport concernant l'interaction entre des spiritualités/religions et/ou philosophies plus précisément islam et christianisme – et des processus de transformation sociale dans lesquels ils sont impliqués, élaborer des propositions pour renouveler les conditions et exigences de ce dialogue, de civilisations engagé dans des réalités sociales, selon ces acteurs et pour la période actuelle.

Les objectifs spécifiques sont : Une série d'ateliers qui se dérouleront en 2003/2004/2005 dans différentes régions, sensibles et représentatives de quelques expressions de ce dialogue. Chaque rencontre correspondra à une approche particulière selon la proposition suivante :

Beyrouth / Liban (Orient Arabe, Turquie, Iran),
Loumoumbachi (au Congo pour l'Afrique),
Inde (Asie),
Autriche (Europe)
USA,

Enfin, un Séminaire international clôturera ces ateliers. Il aurait à nouveau lieu au Liban ou dans la région « Bassin Méditerranéen et Moyen Orient ».

Cette initiative vient du fait que depuis les événements du 11 septembre 2001, le christianisme et l'islam sont comme poussés à se ressentir comme des menaces réciproques. Or, près de 95% des musulmans appartiennent au "Sud" ou/et composent une partie des populations immigrées dans un certain nombre de pays du Nord. Les musulmans sont une partie importante du "Tiers Monde", des pauvres du sud de la planète; et les pays industrialisés qui ont dominé ou dominant encore le Sud sont dans leur majorité des pays au moins de tradition chrétienne. Dans bien des pays dits du "tiers monde", chrétiens et musulmans vivent ensemble. Ils affrontent les mêmes problèmes liés au sous-développement, à la dépendance, à la pauvreté, à l'injustice sociale et à la dégradation de l'environnement. C'est pour cela aussi que leurs représentants ont souvent des positions voisines dans des conférences internationales. Le dialogue islamo-chrétien est inextricablement et concrètement lié aux rapports Nord-Sud et souvent Sud-Sud.

Cet atelier libanais fut placé sous le patronage du Président de la République Libanaise, qui y délégua le Vice Premier Ministre du Liban.

Des invités à cet atelier vinrent de 18 pays d'Asie, d'Afrique, d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud : Philippines, Indonésie, Inde, Iran, Turquie, Iran, Syrie, Liban, Jordanie, Palestine, Egypte, Ethiopie, Russie, Autriche, Suisse, France, USA et Uruguay.

Les participants invités étaient des acteurs de transformation sociale : dirigeants d'ONG de développement, de services sociaux, de formation de jeunes, de centres de recherches sociales, d'organisations de défense des droits, et de promotion de populations marginalisées (intouchables, femmes, enfants, handicapés, minorités), de leaders d'organisations féminines, de professeurs universitaires, de chercheurs, d'écrivains...

Le dialogue islamo-chrétien sur le sous-développement n'est pas matière à option ; il est nécessaire car – en dépit des difficultés qu'il présente – il conditionne sans doute l'avenir même de notre planète. La montée des fondamentalismes musulmans et chrétiens rend ce dialogue difficile, mais de plus en plus impérieux. Un grand nombre de pays témoignent de tensions qui prennent la forme de conflits plus ou moins aigus ou larvés entre des populations musulmanes et chrétiennes. Malgré/ou en raison même de ces difficultés, ce dialogue est encore plus nécessaire et plus urgent, car il touche non seulement les aspects religieux, mais aussi toutes les relations économiques, politiques, sociales et culturelles entre des populations chrétiennes et musulmanes d'un même pays.

Le « dialogue des civilisations » est avec le « développement des peuples » l'un des deux thèmes majeurs ayant rempli l'existence de L.J. Lebreton et motivé son œuvre. Les textes de Louis Joseph Lebreton datant des années 60, relus aujourd'hui sont d'une prémonition surprenante. **Sans dialogue entre les civilisations, pas de paix, pas de développement.**

C'est pour cela que l'ILDES (Institut Libanais de Développement Economique et Social) et le Centre Lebreton ont entrepris une initiative intitulée « **Développement des peuples et dialogue des civilisations** ». Cette initiative vise à promouvoir un dialogue entre des acteurs de développement et de changement social sur le terrain (ONG, et autres), sur le thème des rapports entre le dialogue des civilisations et le développement des pays du Sud. L'ILDES a entrepris cette initiative car elle est une ONG libanaise œuvrant au retour des déplacés des guerres du Liban (1975-1990) dans leurs régions d'origine, cela afin, entre autres, de régénérer le tissu social multicommunautaire du Liban et de développer les régions de retour.

D'autre part, le Centre Lebreton est un réseau international basé à Genève et Paris connecté à plusieurs dizaines d'associations, de centres de recherches et de personnalités sur les cinq continents, et qui cherche à promouvoir un développement humain solidaire dans la mouvance de Louis Joseph Lebreton (économiste et humaniste qui avait travaillé pendant des décennies au milieu du siècle passé à promouvoir ce type de développement en Europe, en Asie, en Afrique Sud Saharienne et en Amérique Latine) et que les organismes des Nations Unies ont repris à leur compte dernièrement. L'atelier s'est ouvert le Vendredi 3 Octobre par une série d'interventions d'organisations libanaises (Institutions de l'Imam Al Sadr, Centre de Recherches Imam Al Sadr, Fédération Libanaise pour les Handicapés, Organisations druze de protection sociale, Centre du Développement et du Dialogue, Maison Libano-Russe, Association de Développement Agricole et Rural, Association d'Entraide Professionnelle, Institut Libanais de Développement Economique et Social). Ces organisations libanaises ont exposé leur activité dans la société plurale du Liban en soulignant comment elles affrontent et traitent les problèmes dérivant de la pluralité de la société libanaise.

La seconde session a été consacrée aux expériences d'autres pays du Proche et Moyen Orient (Egypte, Jordanie, Turquie, Iran) suivis d'une discussion avec interventions diverses.

Le Samedi 4 Octobre, a été consacré aux interventions des participants des autres régions du monde (Ethiopie, Autriche, France, Inde, Indonésie, Philippines, Russie, Suisse, Uruguay, USA). Leurs interventions ont porté sur la manière dont sont vécues les relations interculturelles en liaison avec le développement dans leurs pays.

Le dimanche 5 octobre, dans une première séance **Le Président Abdurrahman Wahid, ancien président de la République Indonésienne s'est adressé aux participants** exposant ces vues et ses expériences sur le dialogue interculturel en général et sur le dialogue inter religieux en particulier, centrant son intervention sur le cas indonésien. Le président Abdurrahman Wahid qui avant de présider aux destinées de son pays dirigeait l'Association Nahdatul - Ulama organisation musulmane indonésienne comptant soixante millions d'adhérents, dans le plus grand pays musulman du monde, et le quatrième pays de la planète du point de vue population.

Son intervention fut marquée d'une ouverture humaine et religieuse sur les autres religions (hindouisme, bouddhisme, christianisme catholique et protestant et autres) et de courageuses positions concernant ses conceptions de l'Islam et des problèmes du monde contemporain (Indonésie, Inde, Asie du Sud, Irak, Palestine, fondamentalisme, liberté religieuse, polygamie). Cette séance s'est terminée par une longue discussion entre le Président Wahid et les participants.

La seconde séance du Dimanche 5 Octobre fut consacrée aux perspectives pour la poursuite du travail sur le thème de ce séminaire au Liban, dans les Proche et Moyen Orient et dans le monde.

Le Lundi 6 Octobre fut une **journée publique consacrée à l'actualité de la pensée de L.J. Lebret au Liban**. La première séance accueillit les témoignages de personnalités libanaises ayant eu des responsabilités dans le domaine du développement durant la période (1960-1964) au cours de laquelle la mission IRFED dirigée par le Père Lebret étudia la situation socio-économique du Liban et produisit le fameux rapport IRFED sur les « Besoins et possibilités de développement du Liban » et le Plan de Développement en 20 volumes.

Ce sont succédés le Professeur Gabriel Keikati architecte conseil de la Mission IRFED, Dr Malek Basbous, président du Plant Vert, Dr Jean Mourad, conseiller à la Présidence de la République, puis Directeur Général de l'Office National de l'Emploi, Mr Moussa Gédéon, responsable à l'Office de Développement Social puis Directeur Général de l'Office National de l'Emploi, Monseigneur Grégoire Haddad fondateur du Mouvement Social, Mr Adnan Aitour de l'Office du Développement Social, Dr Robert Kasparian Directeur Général de la Statistique, Dr Khairredine Tabbarah des équipes polyvalentes du Ministère du Plan, et Monseigneur Salim Ghazal, Vicaire Patriarcal Grec Catholique et fondateur du Centre pour le Dialogue et le Développement, du Professeur Youssef Gebahi du même Centre pour le Dialogue et le Développement et vice président de la Municipalité de Saïda, et Mr Laméh Mikati du Centre Universitaire de Technologie (Tripoli).

La seconde session fut consacrée aux témoignages des différentes régions (Proche et Moyen Orient, Asie, Afrique, Amériques et Europe) sur leur propre expérience au vu des problématiques vécues au Liban.

Dans un premier jet, les idées forces de ce séminaire furent :

- 1) La justice est une condition pour la paix et le développement
- 2) Les causes des conflits sont : la lutte pour le pouvoir et l'accaparement des ressources ; les différences linguistiques et religieuses et les causes externes amplifient les conflits
- 3) La vérité dans le discours est nécessaire, le double discours et le double langage sont destructeurs : au niveau de la famille, de l'éducation, de l'écriture de l'histoire.

- 4) Le leadership est éminemment important pour éviter le chaos.
- 5) Il faut distinguer entre la religion – foi et la religion – identité
- 6) Il y a trois catégories de dialogue
 - Le dialogue par la violence
 - Le dialogue diplomatique
 - Le dialogue civilisé qui s'ouvre à l'autre
- 7) Il y a un besoin généralisé de redéfinir les valeurs références pour et par les nouvelles générations.

Les recommandations de l'atelier furent nombreuses et classables en deux catégories sans prétention d'exhaustivité :

Recommandations Générales

- Nécessité d'un développement décentralisé et non imposé
- Chaque organisation peut si elle le juge bon, tirer un élément repéré dans ce séminaire pour le mettre en œuvre dans ces programmes
- Nécessité d'assurer partout et toujours une participation réelle des femmes à la préparation des recommandations et des décisions dans les processus de dialogue de paix et de développement.
- Nécessité de mettre plus en commun les ressources intellectuelles et matérielles des différents participants.
- Nécessité de renforcer la coordination entre les organisations motivées par le dialogue et le développement au niveau de chaque pays, au niveau régional, au niveau international.

Recommandations spécifiques

- Mettre en œuvre des mécanismes permettant de faire profiter le monde de l'expérience libanaise.
- Créer une structure de « Dialogue des Cultures et de Développement », qui pourrait prendre la forme d'une conférence électronique, d'un site web, qui entre autres reflète les résultats de ce séminaire et le lie aux suivants, d'un bulletin électronique : « Dialogue des Civilisations et Développement des peuples ».
- Organiser des conseils interculturels ou inter religieux au niveau municipal et local.
- Organiser des camps de formation au dialogue, pour les enfants, les jeunes et les femmes
- Préparer un manuel d'éducation à la paix.

La préparation et la réalisation de cet Atelier absorba une partie non négligeable des efforts de l'ILDES à tous les niveaux (collaborateurs, membres et Comité Exécutif), au cours de toute l'année 2003 : ce fut un succès, et il a ouvert de nouvelles perspectives à l'activité de l'ILDES et à ses relations, dans un contexte libanais et Moyen Oriental difficile.

L'ILDES tient à remercier toutes les personnes et institutions qui ont soutenu cet atelier :

- 1- La Présidence de la République Libanaise,
- 2- MISEREOR (Aachen, R.F.A.),
- 3- L'Ambassade de Suisse à Beyrouth,
- 4- La Fondation Farès,
- 5- La Commission Nationale Libanaise pour l'UNESCO,
- 6- L'Ambassade d'Italie à Beyrouth,
- 7- L'Ambassade de France à Beyrouth,
- 8- Le Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur (Palais de l'UNESCO),
- 9- Le Ministère de Tourisme,
- 10- L'Ambassade d'Indonésie à Beyrouth.

Un premier compte rendu de l'atelier a été rédigé en français en automne 2003, et sa traduction en arabe a démarré en Décembre 2003.

2-7 Département des études

Ce département a entrepris au cours de 2003 les activités suivantes :

2-7-1 : Rapport sur la situation socio-économique du caza de Jbeil, basé sur une enquête effectuée en 1992. Ce rapport sera mis à jour en 2004 dès que possible.

2-7-2 : Traduction en langue arabe du compte rendu de l'Atelier « Dialogue des civilisations / et développement des peuples » organisé par l'ILDES et le Centre Lebret International à Beyrouth du 3 au 6 Octobre 2003.

2-7-3 : Préparation du dossier d'un projet de promotion des infrastructures communautaires dans 16 localités de retour des déplacés.

2-7-4 : Enquête sur le retour des déplacés au cours de l'année 2003

L'enquête sur le mouvement de retour des déplacés dans leurs localités d'origine que nous effectuons chaque année au cours de Novembre et Décembre depuis 1992 et dont les résultats détaillés ont commencé à paraître en annexes dans nos rapports d'activités depuis 1999, a donné aussi cette année une attention particulière aux régions du Mont Liban Sud et de Jezzine où le mouvement de retour demeure, depuis son déclenchement, lent par rapport aux régions du Liban Nord, de la Békaa et de l'Est de Saïda où la situation est nettement meilleure et ne rencontre pas les mêmes obstacles. L'enquête ne s'est pas contentée comme d'habitude de connaître le nombre des familles qui sont retournées ou celles qui ont fréquenté les localités durant les week-ends au cours de l'année ou celles qui y ont passé l'été, mais elle a porté aussi sur l'état des logements et des infrastructures physiques, sur la situation économique et sociale, sur les équipements communautaires et surtout sur les causes qui entravent le retour du point de vue des familles elles-mêmes, de celui des autorités et personnalités locales, des enseignants et membres des clubs ou associations oeuvrant dans la région.

2-8 Les activités de financement

Le département du financement a réussi un accord de subvention pour 3 ans du bureau de l'emploi avec MISEREOR (R.F.A). De même, il a entrepris une activité intense de « fund raising » tout au long de l'année 2003, pour financer l'atelier « Dialogue des civilisations et développement des peuples » entrepris avec le Centre Lebret. A cet effet, il a préparé et envoyé des dossiers de financement aux institutions et personnes suivantes :

- Délégation de l'Union Européenne à Beyrouth.
- Institut Royal d'Etudes Religieuses (Amman), Jordanie.
- Arab Thought Foundation à Beyrouth.
- Farès Foundation à Beyrouth.
- Indevco Foundation à Jounieh (Liban).
- Mr. Michel Eddé à Beyrouth.
- Pontifical Mission à Jal El Dib (Liban).
- Commission Nationale Libanaise pour l'UNESCO (Beyrouth).
- Commission Economique et Sociale des Nations Unies pour l'Asie Occidentale (Beyrouth).
- National Endowment for Democracy (Washington – DC), USA.
- Ford Foundation (Le Caire), Egypte.
- Friedrich Ebert Stiftung – Beyrouth.
- Ambassades de Suisse, de France, du Royaume Uni, d'Australie, des Pays Bas, des USA, du Canada, du Japon, d'Italie, d'Espagne, du Vatican, à Beyrouth.
- Missio (Aachen), R.F.A.
- Misereor (Aachen), R.F.A.
- AG FUND (Ryad) – Arabie Saoudite.

Des subventions du Département Fédéral Suisse des Affaires Etrangères, de Misereor, de la Commission Nationale Libanaise pour l'UNESCO, de la Farès Foundation, et la mise à disposition gracieuse de locaux au Palais de l'UNESCO à Beyrouth par le Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur, ont permis la tenue de cet atelier, ainsi qu'une contribution de l'ILDES de ses fonds propres.

Des dossiers ont été préparés et présentés à certains de nos bailleurs de fonds traditionnels (GEDR, MOIL, PSF), afin de développer et diversifier notre collaboration dans les domaines du parrainage scolaire, de l'aide sociale et des soins médicaux.

3- Principales réalisations de l'ILDES (1992-2003)

Année	Nombre de personnes formées	Nombre de prestations de services de santé	Montant de l'aide sociale	Nombre de personnes engagées	Nombre de logements aidés	Montant des dons à l'habitat	Nombre de crédits accordés à l'économie	Valeur des crédits accordés à l'économie	Nombre de crédits accordés à l'habitat	Valeur des crédits accordés à l'habitat	Nombre de projets d'infrastructure communautaire réalisés	Nombre d'études réalisées
1992	40											
1993	40						20	58650	16	25500		1
1994	60						82	211650	-	-		
1995	36		206				132	373000	1	3000		
1996	36	6960		98			91	245000	37	98100		
1997	100	11905	13540	129			89	251500	3	9000		
1998	50	10897	13140	168	19	46477	227	650200	27	73800		4
1999	59	11381	12726	196	292	564057	409	1064200	15	40900		5
2000	385	7015	13941	172	205	373013	270	684700	25	64100		3
2001	205	6980	17562	194	33	47112	107	622750	17	41800	13	163
2002	3287	4600	19707	182	-	-	1	5000	31	83900	-	1
2003	29	4171	17341	191	-	-	15	59200	3	10000	-	2
Total	4327 personnes en 12 ans	63909 personnes en 8 ans	108163 \$ en 8 ans	1330 personnes en 8 ans	550 logements en 4 ans	1030659 \$ en 4 ans	1443 crédits en 11 ans	4225850 \$ en 11 ans	175 crédits en 10 ans	450100 \$ en 10 ans	13 projets par an	179
<i>Moyenne Annuelle</i>	<i>361 personnes par an</i>	<i>7988 prestations par an</i>	<i>13520 \$ par an</i>	<i>166 personnes par an</i>	<i>138 logements par an</i>	<i>257665 \$ par an</i>	<i>131 crédits par an</i>	<i>384168 \$ par an</i>	<i>18 crédits par an</i>	<i>45010 \$ par an</i>	<i>13 projets par an</i>	<i>26 études par an</i>

Source: Rapports d'activité annuels de l'Institut Libanais de Développement Economique et Social.